



Solutions informatiques durables HP Guide d'achat

Table of contents

Introduction	2
Attributs du produit	3
PC (ordinateurs de bureau, portables) et moniteurs	3
EPEAT	4
Serveurs	5
Services d'imagerie et d'impression	6
Consommables d'impression	7
Évaluation des cartouches d'impression	8
Attributs génériques	8
Recyclabilité	9
Efficacité de l'emballage	9
Services de fin d'utilisation	9
Recyclage	9
Réutilisation:	9
Location-vente	10
Sécurité des données	10
Responsabilité de la chaîne logistique	10
Code de conduite	10
Standards	11
Données de la chaîne logistique	11
Performances de l'entreprise	11
Normes environnementales, auto-déclarations et écolabels	11
LEED	13
Annexe	14

Introduction

Ce livre blanc définit des principes généraux qui ont vocation à guider les acheteurs dans l'élaboration de critères environnementaux d'achat, pour les achats dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) – c'est-à-dire pour tout produit ou service informatique.

Ces dernières années, le développement durable a gagné une importance accrue pour de nombreuses organisations. Pour des achats responsables, HP recommande d'adopter 7 principes préalables. Ils ont pour but d'assurer des directives d'achat utiles, équitables, compréhensibles, et viables pour les fournisseurs, du point de vue économique autant qu'environnemental. Ces 7 principes fondateurs de toute politique d'achats responsables sont les suivants

Des critères justes et équitables

Les critères d'achat doivent être justes, équitables et intégrer le respect de l'environnement tout au long du cycle de vie* des différentes options. L'achat durable ne doit pas servir de moyen pour favoriser certains biens et/ou services. Au contraire, les critères d'achat doivent garantir un traitement équitable de tous les fournisseurs, sur un même pied d'égalité.¹

Des critères en accord avec l'harmonisation et la reconnaissance des normes internationales

Il existe de nombreuses normes et standards environnementaux sur le plan international. HP est favorable à l'harmonisation des différentes normes et des systèmes d'achat, particulièrement en ce qui concerne l'élaboration de critères, d'outils et de méthodes de test.

Des critères qui intègrent des restrictions matérielles

HP est favorable aux écolabels et aux critères environnementaux qui restreignent l'utilisation de certains matériaux et substances. Ces matériaux et substances sont ceux pour lesquels il a été le risque a été scientifiquement prouvé à travers des études reconnues et publiées ; qui sont limités par des lois reconnues par le droit international, ou si une alternative plus sûre à l'usage, et/ou qui présente un impact environnemental moindre tout au long du cycle de vie du produit, existe et est techniquement faisable.

Des critères hiérarchisés

La nature de l'organisme acheteur ainsi que le type et la quantité de produits achetés conditionnent l'impact environnemental lié à l'achat. Pour offrir de réels avantages, ces critères doivent être définis à partir des priorités environnementales générales de l'organisme acheteur. Cet alignement des critères sur la gouvernance environnementale de l'entité qui achète, lui permettra de profiter pleinement de l'intégration de critères environnementaux à sa politique d'achats, fondées sur des spécifications environnementales hiérarchisées, étayée par des connaissances scientifiques reconnues, tout en mettant l'accent sur les domaines qui présentent le plus de risques pour l'organisme acheteur. Ainsi, des critères d'achat qui intègrent un nombre maximal de besoins, hiérarchisés suivant un même niveau de risque, tendent à exclure des produits écologiquement viables, qui répondent par ailleurs à la majorité des critères, mais qui échouent sur un point qui serait mineur s'il était hiérarchisé.

Des critères mesurables et vérifiables

Les critères environnementaux doivent être utilisés uniquement s'ils présentent les caractéristiques suivantes:

- Mesurable, suivant une norme ou un référentiel existant,
- Comparable, afin de pouvoir confronter des produits concurrents,
- Vérifiable, par l'acheteur.

Les méthodes de vérification peuvent par exemple consister en, par une confirmation du fournisseur, une auto-déclaration, une déclaration établie par une seconde voire une tierce personne. HP privilégie les programmes dans lesquels les producteurs effectuent eux-mêmes la certification et la déclaration, mais soutient également un certain nombre d'écolabels (cf. ci-après [PAGE ?](#)). Il existe de nombreux standards déjà opérants et qui ont efficacement recours à l'auto certification. Les producteurs documentent leur conformité par la transmission de données ou via un archivage continu, comme par exemple le très reconnu label Blue Angel en Allemagne. Un dossier de documents auditable, gage de conformité, est ainsi constitué.

Par ailleurs, une pondération appropriée doit être appliquée à la section environnementale de l'appel d'offre. Cette pondération vise à refléter les priorités de l'organisme acheteur : elle peut donc différer d'un organisme acheteur à l'autre, ce qui permet d'adapter les critères environnementaux aux différents contextes d'achat. Il est recommandé

¹ Sur les marchés publics européens, la qualité environnementale doit être directement liée à l'objet de l'achat. Certaines organisations du secteur public peuvent avoir des contraintes internes sur la façon dont ces principes s'appliqueront en vertu des lois mises en œuvre et en vigueur.

d'informer les fournisseurs de ces priorités et de cette pondération, afin de les guider dans l'évaluation et l'amélioration de leur performance environnementale.

Des processus transparents

Pour s'assurer que le programme d'achat environnemental repose sur des attentes réalistes et fixe des objectifs réalisables, HP recommande à l'organisme acheteur d'engager un dialogue avec les fournisseurs et toute autre partie prenante. Des échanges transparents avec les parties prenantes donneront à l'organisme acheteur une idée plus précise de la structuration du marché. Il sera ainsi plus aisé d'évaluer l'impact, la mesurabilité, et les différentes déclinaisons de critères de performance environnementale donnés

Des vérifications de conformité

En matière de qualité, il existe deux moyens de vérifier la conformité d'un système, de produits ou de services : les auto-déclarations et les écolabels.

- Les auto-déclarations sont des allégations² environnementales auto-déclarées, telles que définies dans la norme ISO 14021. HP préfère les auto-déclarations qui prennent en charge la norme internationale ECMA-370 de juin 2009.
- Les écolabels sont des labels écologiques attribués par un organisme indépendant en respect de cahiers des charges précis, dans le cadre d'une adhésion volontaire contractualisée avec l'organisme indépendant en question. À ce jour, HP est engagé dans de nombreux écolabels, notamment l'écolabel américain EPEAT® dédié aux ordinateurs et écrans, l'écolabel TCO pour les écrans, l'écolabel allemand Blue Angel pour certains équipements d'imagerie. Dans certains pays d'Asie et de la zone Pacifique, les écolabels sont obligatoires pour conclure des contrats dans le secteur public.

Les sections suivantes font état des critères d'achats durables les plus couramment utilisés pour les produits informatiques, et intègrent les recommandations d'HP pour la définition de critères respectueux des principes résumés ici.

Attributs du produit

Dans le secteur des TIC actuel, les exigences environnementales couvrent de très nombreux domaines, qu'elles fassent l'objet d'un respect volontaire ou d'une obligation réglementaire. Ces exigences vont de l'éco-conception à la prise en charge et le traitement des produits en fin de vie, des emballages, en passant par des exigences portant sur les systèmes de gestion de l'environnement, sur la consommation énergétique des produits et leur contenu matériel. Nous vous recommandons de consulter les exigences et normes existantes. Cela aidera les organismes à mieux cerner en quoi consistent les meilleures pratiques, pour mieux comparer et effectuer un choix éclairé. En complément, les exigences et normes suivantes sont les plus connues et reconnues dans l'industrie électronique, et des processus de test, de suivi et de contrôle sont déjà en place

PC (ordinateurs de bureau, portables) et moniteurs

ENERGY STAR

ENERGY STAR est un programme conjoint de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) et du Département américain de l'Énergie qui vise à favoriser les économies et la protection de l'environnement en promouvant des produits et pratiques économes en énergie. La qualification ENERGY STAR est requise pour les produits enregistrés auprès de l'EPEAT, un outil d'évaluation environnementale des produits électroniques qui sert de critère d'achat éco-responsable aux institutions, publiques ou privées. EPEAT leur permet d'évaluer, de comparer et de sélectionner les ordinateurs de bureau, les ordinateurs portables et les écrans en fonction de leurs qualités environnementales. Le référentiel EPEAT constitue également une référence autonome largement reconnue pour les équipements informatiques économes en énergie. La norme ENERGY STAR a été adoptée par de nombreux pays à travers le monde. Pour acheter les produits qui présentent la meilleure efficacité énergétique, sélectionnez des configurations qui répondent aux spécifications ENERGY STAR en vigueur.

Par exemple, l'achat d'écrans plats portant la dernière version du label ENERGY STAR® peut faire une grande différence. Selon l'Agence américaine de protection de l'environnement, un moniteur conforme à la spécification 5.0 consomme en moyenne 40 % moins d'énergie qu'un modèle de la spécification précédente, à résolution identique.

La version ENERGY STAR 5.0 appliquée aux écrans couvre les écrans d'ordinateur, les cadres photo numériques et l'affichage numérique professionnel. Les exigences relatives aux écrans de moins de 30 pouces sont en vigueur depuis le 30 octobre 2009. Les exigences relatives aux écrans compris entre 30 et 60 pouces sont en vigueur depuis le 30 janvier 2010.

² Pour en savoir plus sur les allégations environnementales, vous pouvez consulter le guide suivant, publié par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, de l'Aménagement du Territoire et du Logement, 2011 : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/guide_allégations_ok.pdf

Ordinateurs de bureau et ordinateurs portables - Les familles d'ordinateurs de bureau et d'ordinateurs portables personnels offrent certaines configurations qui répondent aux spécifications ENERGY STAR. La version ENERGY STAR 5.0 pour les ordinateurs couvre les ordinateurs de bureau, les ordinateurs de bureau intégrés, les ordinateurs portables, les petits serveurs, les clients légers, les stations de travail, et sont en vigueur depuis décembre 2010.

EPEAT

L'EPEAT est un outil d'évaluation et un écolabel américain qui aide les acheteurs à évaluer, comparer et sélectionner des ordinateurs personnels et des moniteurs en fonction de leurs qualités environnementales. Le système EPEAT couvre actuellement les ordinateurs de bureau et les ordinateurs portables, les clients légers, les stations de travail et les moniteurs. Pour figurer sur la liste EPEAT, les fabricants de produits électroniques doivent répondre à 23 critères environnementaux dans les domaines suivants :

- Matériaux respectueux de l'environnement - Trois critères sont nécessaires, entre autres la conformité avec RoHS, une directive de l'Union Européenne qui restreint l'utilisation des substances dangereuses (RoHS).
- Choix des matériaux - Trois critères doivent être satisfaits, y compris une déclaration sur la teneur en plastique recyclé.
- Conception pour la fin de vie - Six critères sont nécessaires, notamment un pourcentage minimal de recyclabilité/réemployabilité, qui doit être de 65%.
- Longévité du produit/extension du cycle de vie - Deux critères doivent être satisfaits, notamment un concernant la possibilité de mise à niveau.
- Conservation de l'énergie - La qualification ENERGY STAR est requise.
- Gestion de la fin de vie - Deux critères sont nécessaires, y compris la mise à disposition d'un service de reprise du produit.
- Performance de l'entreprise - Trois critères doivent être satisfaits, entre autres la publication d'un rapport d'entreprise conforme au programme Global Reporting Initiative, un programme mondialement reconnu et largement utilisé comme une référence en matière de reporting environnemental.
- Emballage - Trois critères sont nécessaires, notamment la séparabilité des matériaux d'emballage.

Les produits qui répondent aux critères obligatoires de performance environnementale peuvent être inscrits sur la liste EPEAT par leurs fabricants, et porter la mention EPEAT, ce dans 41 pays à travers le monde. En complément, 28 critères facultatifs permettent de classer les produits certifiés EPEAT sur une échelle de 3 niveaux de performance : Bronze, Silver ou Gold.

Mention EPEAT			
Pourcentage de critères obligatoires requis	100	100	100
Pourcentage de critères facultatifs requis	<50	50-75	75-100

Source : <http://www.epeat.net/learn-more/criteria-discussion/discussion/>

ECMA-370 (Éco-déclaration)

L'éco-déclaration fournit des informations environnementales sur un produit ou une famille de produits spécifique dans un format standard défini par des organisations informatiques suédoises, norvégiennes et danoises. En 2006, Ecma International a fait de ce format une norme internationale. Désormais, l'éco-déclaration peut être utilisée pour toute catégorie de produit informatique. Pour les ordinateurs personnels et les stations de travail, cette norme s'applique uniquement à l'unité centrale et exclut le moniteur. Les éco-déclarations pour les ordinateurs personnels HP sont disponibles à l'adresse suivante : www.hp.com/hpinfo/globalcitizenship/environment/products/msds-specs.html

Acoustique

HP recommande aux fournisseurs de publier des données concernant la puissance acoustique des équipements, mesurées et déclarées conformément aux normes ISO 7779 et ISO 9296. Les produits exempts de pièces mobiles sont exclus de ce critère.

Matériaux

HP recommande aux fournisseurs de communiquer des informations sur les standards de gestion de leur chaîne logistique, ainsi que sur leurs processus de suivi et de contrôle leurs fournisseurs qui visent à vérifier que leurs produits ne contiennent aucun matériau réglementé et interdit.

Un exemple d'un tel standard de gestion des produits chimiques est le Cahier des Charges pour l'Environnement développé par HP. La dernière version est disponible à l'adresse :

www.hp.com/hpinfo/globalcitizenship/environment/pdf/gse.pdf

- Le fournisseur doit proposer des produits qui respectent les exigences liées aux restrictions matérielles. Par exemple, les organismes acheteurs peuvent se référer à la directive RoHS de l'Union Européenne relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (2002/95/CE).
- Les fournisseurs doivent s'assurer que toutes les batteries utilisées dans le produit sont conformes à la directive européenne sur les batteries et accumulateurs (2006/66/CE).

Eco-conception / Conception pour l'Environnement

Les programmes d'éco-conception se concentrent généralement sur l'efficacité énergétique, la conception en vue de la réutilisation, la facilité de recyclage, et le développement d'emballages et de matériaux innovants. Ces caractéristiques d'éco-conception peuvent apporter de la valeur à l'utilisateur en prolongeant la durée d'usage d'un produit, en facilitant les mises à niveau, et en permettant un recyclage responsable à la fin de la durée d'utilité d'un produit.

- Conformément aux normes ISO 11469 et ISO 1043 parties 1 à 4, toutes les pièces en plastique moulé pesant plus de 25 g doivent être identifiées.
- Si du plastique recyclé est utilisé dans la fabrication du produit, les fabricants de produits doivent mesurer la teneur en plastique recyclé, pour l'exprimer en pourcentage sur l'intégralité des matières plastiques contenues dans le produit.
- Le produit doit permettre une mise à niveau facilitée, et ainsi prolonger durée d'utilité du produit.
Les fabricants doivent assurer que des pièces de rechange sont disponibles pour un nombre minimum d'années après l'acte d'achat ; par exemple cinq ans.

Serveurs

ENERGY STAR

ENERGY STAR est un programme conjoint de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) et du Département américain de l'Énergie, adopté par de nombreux pays à travers le monde. Il s'agit d'une référence autonome largement reconnue pour les serveurs économes en énergie.

Pour acheter les modèles les plus économes en énergie, sélectionnez des configurations qui répondent aux spécifications ENERGY STAR en vigueur. La version ENERGY STAR 1.0 pour serveurs est entrée en vigueur le 15 mai 2009.

ECMA-370 (Éco-déclaration)

L'éco-déclaration fournit des informations environnementales sur un produit ou une famille de produits spécifique dans un format standard défini par des organisations informatiques suédoises, norvégiennes et danoises. En 2006, Ecma International a fait de ce format une norme internationale. Désormais, l'éco-déclaration peut être appliquée à toute catégorie de produit informatique. Les éco-déclarations pour les serveurs HP sont disponibles à l'adresse :

www.hp.com/hpinfo/globalcitizenship/environment?products/msds-specs.html

Acoustique

HP recommande aux fournisseurs de publier des données concernant la puissance acoustique des équipements, mesurées et déclarées conformément aux normes ISO 7779 et ISO 9296. Les produits exempts de pièces mobiles sont exclus de ce critère.

Matériaux

HP recommande aux fournisseurs de communiquer des informations sur les standards de gestion de leur chaîne logistique, ainsi que sur leurs processus de suivi et de contrôle de leurs fournisseurs qui visent à vérifier que leurs produits ne contiennent aucun matériau réglementé et interdit.

Un exemple d'un tel standard de gestion des produits chimiques est le Cahier des Charges pour l'Environnement développé par HP. La dernière version est disponible à l'adresse :

www.hp.com/hpinfo/globalcitizenship/environment/pdf/gse.pdf

- Le fournisseur doit proposer des produits qui respectent les exigences liées aux restrictions matérielles. Par exemple, les organismes acheteurs peuvent se référer à la directive RoHS de l'Union Européenne relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (2002/95/CE).
- Les fournisseurs doivent s'assurer que toutes les batteries utilisées dans le produit sont conformes à la directive européenne sur les batteries et accumulateurs (2006/66/CE).

Eco-conception / Conception pour l'Environnement

Les programmes d'éco-conception se concentrent généralement sur l'efficacité énergétique, la conception en vue de la réutilisation, la facilité de recyclage, et le développement d'emballages et de matériaux innovants. Ces caractéristiques d'éco-conception peuvent apporter de la valeur à l'utilisateur en prolongeant la durée d'usage d'un produit, en facilitant les mises à niveau, et en permettant un recyclage responsable à la fin de la durée d'utilité d'un produit.

- Conformément aux normes ISO 11469 et ISO 1043 parties 1 à 4, toutes les pièces en plastique moulé pesant plus de 25 g doivent être identifiées.
- Si du plastique recyclé est utilisé dans la fabrication du produit, les fabricants de produits doivent mesurer la teneur en plastique recyclé, pour l'exprimer en pourcentage sur l'intégralité des matières plastiques contenues dans le produit.
- Le produit doit permettre une mise à niveau facilitée, et ainsi prolonger durée d'utilité du produit.
- Les fabricants doivent assurer que des pièces de rechange sont disponibles pour un nombre minimum d'années après l'acte d'achat ; par exemple cinq ans.

Services d'imagerie et d'impression

ENERGY STAR

ENERGY STAR est un programme conjoint de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) et du Département américain de l'Énergie, adopté par de nombreux pays à travers le monde. Il s'agit actuellement d'une référence reconnue en matière d'efficacité énergétique pour l'imagerie et l'impression.

Des normes ENERGY STAR existent actuellement pour les équipements d'imagerie, notamment les imprimantes jet d'encre et laser, les périphériques multifonction, les photocopieurs, les télécopieurs et les scanners. La version ENERGY STAR 1.2 actuelle pour les équipements d'imagerie est entrée en vigueur le 1er décembre 2010. La version ENERGY STAR 2.0 pour les modules d'alimentation externe est entrée en vigueur le 1er novembre 2008.

Émissions chimiques

Toutes les données relatives aux émissions chimiques doivent être mesurées pour le système d'impression considéré (imprimante et consommables) et les résultats enregistrés conformément aux normes ISO/IEC 28360:2007 ou des standards équivalents, par exemple ECMA-328 et RAL-UZ-122.

ECMA-370 (Éco-déclaration)

L'éco-déclaration fournit des informations environnementales sur un produit ou une famille de produits spécifique dans un format standard défini par des organisations informatiques suédoises, norvégiennes et danoises. En 2006, Ecma International a fait de ce format une norme internationale. Désormais, l'éco-déclaration peut être appliquée à toute catégorie de produits informatiques. Les éco-déclarations pour les produits d'imagerie et d'impression HP sont disponibles à l'adresse : **www.hp.com/go/ecodata**

Acoustique

HP recommande aux fournisseurs de publier des données concernant la puissance acoustique des équipements, mesurées et déclarées conformément aux normes ISO 7779 et ISO 9296. Les produits exempts de pièces mobiles sont exclus de ce critère.

Matériaux

HP recommande aux fournisseurs de communiquer des informations sur les standards de gestion de leur chaîne logistique, ainsi que sur leurs processus de suivi et de contrôle de leurs fournisseurs qui visent à vérifier que leurs produits ne contiennent aucun matériau réglementé et interdit.

Un exemple d'un tel standard de gestion des produits chimiques est le Cahier des Charges pour l'Environnement développé par HP. La dernière version est disponible à l'adresse :

www.hp.com/hpinfo/globalcitizenship/environment/pdf/gse.pdf

- Le fournisseur doit proposer des produits qui respectent les exigences liées aux restrictions matérielles. Par exemple, les organismes acheteurs peuvent se référer à la directive RoHS de l'Union Européenne relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (2002/95/CE).
- Toutes les pièces moulées en plastique pesant plus de 25 g doivent être identifiées à l'aide de codes de matériaux conformes à la norme ISO 11469.
- La teneur en plastique recyclé doit être déclarée et exprimée en poids sur le poids total des plastiques contenus dans le produit, ou en pourcentage sur l'intégralité des matières plastiques contenues dans le produit. Le boîtier en plastique et les parties plastiques externes pesant plus de 25 g doivent contenir moins de 0,1 % de chlore et de brome en équivalence de poids, proportion attribuable aux retardateurs de flamme bromés (RFB), aux retardateurs de flamme chlorés (RFC) et au polychlorure de vinyle (PVC), avec les exceptions suivantes :
 - Les normes EPEAT précisent que les pièces contenant au moins 25 % de matières recyclées sont autorisées à contenir jusqu'à 0,3 % de brome et de chlore en équivalence de poids. Pour autant, le Cahier des Charges pour l'Environnement qu'a développé HP ne tolère aucune exception au seuil de 0,1%. Ainsi, les normes HP sont parfois amenées à dépasser les exigences d'écolabels.
 - L'utilisation de substances bromées ou chlorées qui ne sont pas classées comme RFB, RFC ou PVC est autorisée mais doit être déclarée si la teneur en brome ou en chlore dépasse le seuil applicable.

Consommables d'impression

ECMA-370 (Éco-déclaration)

- L'éco-déclaration fournit des informations environnementales sur un produit ou une famille de produits spécifique dans un format standard défini par des organisations informatiques suédoises, norvégiennes et danoises. En 2006, Ecma International a fait de ce format une norme internationale. Désormais, l'éco-déclaration peut être appliquée à toute catégorie de produits informatiques. Les éco-déclarations pour les consommables d'impression HP sont disponibles à l'adresse :

www.hp.com/hpinfo/globalcitizenship/environment/products/msds-specs.html

Émissions

Voir ci-dessus, les précisions concernant les périphériques d'imagerie et d'impression (3.2). Les fournitures achetées doivent avoir été testées avec l'imprimante dans laquelle elles seront utilisées.

Matériaux

- La formulation d'encre/de toner ne doit pas contenir de cadmium, de chrome VI, de plomb ou des composés de mercure au titre de composants intentionnellement intégrés.

La formulation d'encre/de toner ne doit pas contenir des colorants azoïques, colorants qui donnent par coupure des amines aromatiques, tels et telles que définis dans les directives européennes 2002/61/EC et 2003/3/EC et leurs amendements.

La formulation d'encre/de toner doit contenir une proportion inférieure à 1% du poids en paraffines chlorées à chaîne courte, conformément à la directive européenne concernant la mise sur le marché et l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (2002/45/CE et ses amendements).

- Toutes les pièces en plastique pesant plus de 25 g doivent être identifiées conformément à la norme ISO 11469.

Les pièces nouvellement fabriquées ne doivent pas contenir de substances dépassant les seuils de concentration suivants :

- Cadmium: 100 ppm.
- Chrome VI: 1 000 ppm.
- Plomb : 1 000 ppm.
- Mercure : 1 000 ppm.
- PBB et PBDE : 1 000 ppm.

Pour les cartouches des systèmes électro-photographiques, le tambour photoconducteur ne doit pas dépasser les seuils suivants, en poids :

- Cadmium : 100 ppm.
- Sélénium : 1 000 ppm.

Les emballages de vente au détail et de la cartouche d'impression elle-même doivent être clairement étiquetés, avec mention du nom de l'entité qui met le produit sur le marché.

Évaluation des cartouches d'impression

Lors de l'évaluation et de la sélection d'un fournisseur de cartouches d'impression, plusieurs éléments doivent être pris en compte pour garantir des performances optimales, avec une empreinte écologique et un coût total optimisés.

Processus de fabrication durable

Les installations de fabrication des cartouches certifiées ISO 14001 répondent à une norme internationalement reconnue qui certifie les systèmes de gestion de l'environnement.

Qualité d'impression et fiabilité

La fiabilité et la qualité d'impression sont des composantes essentielles de la performance, de la valeur et du coût total d'une cartouche d'impression. Par exemple, de multiples réimpressions qui résulteraient de la faible qualité d'impression ou de la fiabilité moindre d'une cartouche, se traduisent par une augmentation des consommations de papier et d'énergie.

Rendement des cartouches d'impression

Les cartouches conçues pour des volumes d'impression élevés permettent d'imprimer plus de pages par cartouche, et nécessitent moins d'interventions. Cela aboutit à une réduction des quantités de cartouches à recycler.

Emballage des cartouches

La taille, le volume, le poids de l'emballage doivent être minimisés, l'emballage est recyclable et/ou fabriqué à partir de matières recyclées.

Mise au rebut des cartouches

Prenez en compte la façon dont les cartouches d'impression sont traitées après utilisation, et recherchez des fournisseurs qui proposent un programme de recyclage opérationnel, efficace et transparent, afin de garantir une récupération/réutilisation optimisée des matériaux, et une élimination responsable des résidus.

Attributs génériques

Emballage

Contenu des matériaux

Les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, ne doivent pas être utilisées dans les matériaux d'emballage en mousse plastique, par exemple en tant qu'agents gonflants – notamment les chlorofluorocarbones (CFC) et les hydro-chlorofluorocarbones (HCFC). La stérilisation au bromure de méthyle ne doit pas être utilisée sur les emballages en bois.

Métaux lourds dans les matériaux d'emballage - Les matériaux d'emballage ne doivent pas contenir plus de 0,01 % (100 ppm) de leur poids en plomb, mercure, cadmium ou chrome hexavalent.

Les matériaux d'emballage doivent contenir un pourcentage de matière recyclée le plus élevé disponible, sur le marché où l'emballage est produit. Notez que dans certains cas, des niveaux élevés de matières recyclées dans les contenants en carton ondulé peuvent considérablement augmenter le poids du conteneur, et en fait ne pas réduire

l'impact environnemental global de l'emballage. Les concepteurs d'emballages doivent s'assurer que les matières recyclées dans les emballages ne compromettent pas la protection du produit.

Les fournisseurs doivent avoir éliminé le PVC de tous les matériaux d'emballage : le PVC est interdit comme matériau d'emballage. Toutefois, si ce n'est pas le cas, ils doivent être en mesure de démontrer qu'ils ont établi un processus complet, qui permet d'atteindre cet objectif dans un délai raisonnable.

La position de HP sur ce point est claire : HP a éliminé le PVC de tous les matériaux d'emballage qui sont utilisés, que ce soit dans les usines d'HP ou dans celles des partenaires d'HP. Pour les matériaux d'emballage à base de papier, l'utilisation d'une fibre certifiée est vivement recommandée pour assurer que les fibres employées proviennent de récoltes légales.

Recyclabilité

Les concepteurs d'emballages doivent sélectionner les matériaux en fonction de facteurs tels que leur recyclabilité, qui varie d'une région à l'autre, ainsi qu'en fonction de la taille et du poids du produit une fois emballé, qui affectent l'empreinte carbone liée au transport.

HP déconseille l'utilisation d'adhésif permanent pour fixer ensemble des matériaux distincts, car cela pose problème lors de la séparation des matériaux en vue du recyclage.

Pour les matériaux utilisés dans l'emballage, le codage applicable doit être gravé ou apposé sur tous les composants de l'emballage. Le symbole, sans compter l'inscription, doit mesurer entre 1,27 cm et 2,54 cm de hauteur. Des symboles de taille inférieure sont autorisés si la taille de l'élément ne permet pas de respecter les tailles minimales précisées ci-dessus. Les éléments trop petits pour permettre l'apposition d'un symbole lisible sont exemptés. Le symbole et l'inscription doivent être imprimés, moulés ou apposés en relief sur le fond des éléments, ou étiquetés. Le codage doit être durable, clairement visible et facilement lisible lorsque l'emballage est ouvert, les abréviations doivent apparaître en lettres majuscules.

Efficacité de l'emballage

Les concepteurs d'emballages doivent choisir les matériaux en fonction de paramètres tels que la recyclabilité, qui varie d'une région à l'autre, et de la taille et du poids du produit emballé, ce qui affecte l'empreinte carbone du transport.

Services de fin d'utilisation

L'équipement qui atteint la fin de sa durée d'utilité et qui est impropre à la réutilisation ou à la revente doit être démonté et recyclé de manière responsable, conformément aux normes de recyclage R2 et/ou e-Stewards. Les fournisseurs de ce service doivent endosser la responsabilité de l'équipement et du processus de recyclage, et préciser comment et où l'équipement sera traité et ce qui sera fait avec les matériaux récupérés (suivi complet jusqu'à la mise au rebut finale).

Recyclage

Un fournisseur qui gère ses propres vendeurs doit veiller à ce que le vendeur qui fournit le service de recyclage mette en place des normes de recyclage transparentes ou respecte les normes de recyclage largement acceptées telles que R2 ou e-Stewards. Les fournisseurs doivent également auditer, qualifier et évaluer les recycleurs en fonction de ces normes, afin de s'assurer qu'elles sont effectivement respectées et comment elles sont atteintes.

Une composante essentielle à des standards de recyclage de haute qualité est que les fournisseurs prouvent que les matériaux sensibles sont éventuellement transférés d'un pays à un autre en conformité complète avec les lois en vigueur dans les pays d'importation, d'exportation et de transit. Il est également important d'évaluer les connaissances techniques et l'expérience d'un fournisseur ou d'un recycleur, et de déterminer s'il existe des violations graves aux normes de recyclage. Enfin, un recycleur doit être en mesure de fournir des certificats d'élimination autant que nécessaire.

Réutilisation:

Prolonger la vie des équipements informatiques, réduire leur impact environnemental, et fabriquer des produits accessibles au plus grand nombre grâce à la réparation du matériel ainsi qu'à des programmes de remise en état doit être une priorité. Plusieurs aspects doivent être pris en compte lors de l'évaluation des capacités de réutilisation. Par exemple, le redéploiement au sein de l'organisation d'un matériel en fin d'utilisation, ou un fournisseur qui accepte un équipement usagé dans le cadre d'un échange commercial, d'un remplacement ou d'une remise monétaire.

De nombreuses organisations cèdent leur équipement en surplus à des organismes à but non lucratif sous forme de dons. Si une organisation envisage un partenariat avec un fournisseur ou un prestataire de services, des processus

doivent être mis en place pour tester, évaluer et remettre en état l'équipement, et le cas échéant, y installer de nouveaux logiciels avant la remise sur le marché. Le prestataire de services doit disposer de compétences spécialisées, notamment la connaissance du marché de seconde main, et recourir à des standards en matière de confidentialité des données.

Location-vente

Lorsque l'équipement est loué, la mise au rebut ou la récupération de l'équipement incombent généralement au bailleur. HP recommande de suivre les directives environnementales suivantes relatives à la location :

- Le bailleur peut proposer une gestion de l'ensemble du parc informatique du loueur, et pas uniquement de ce qu'il reçoit lors d'une nouvelle location.
- À la fin de la durée du bail, l'équipement peut simplement être retourné à la société loueuse. En cas de retour, cette société doit accepter et gérer la mise au rebut en conformité avec les lois environnementales applicables.
- Informez-vous pour savoir si le bailleur dispose de sa propre infrastructure de mise au rebut, et s'il effectue des contrôles stricts des méthodes commerciales et des processus utilisés, ou si tout est externalisé.
- Découvrez comment le bailleur gère le matériel retourné et s'assure que la chaîne de responsabilité est étroitement contrôlée et gérée en conformité avec les réglementations environnementales en vigueur.
- Vérifiez si le bailleur prend des dispositions qui couvrent l'intégralité des aspects liés à la logistique, y compris le respect de la confidentialité des données, et s'il propose des options de retour pour le matériel obsolète, qui atteint la fin de sa durée d'utilité ou pour le matériel inutilisable qui n'est pas loué. Par exemple, vérifiez si la société de location-vente propose de partager le revenu des équipements revendus, offre de l'argent pour les équipements indésirables, et fournit des certificats d'élimination qui incluent les numéros de série des équipements ayant été mis au rebut.

Sécurité des données

Les ordinateurs, serveurs, téléphones cellulaires, assistants numériques personnels et autres appareils intelligents sont plus que des outils à usage professionnel ; ils constituent des bases de données remplies d'informations potentiellement sensibles concernant l'organisation, les employés et les clients.

- La mise au rebut en toute sécurité des équipements obsolètes requiert le respect de la chaîne des responsabilités et un contrôle rigoureux afin de garantir que le matériel est inventorié, stocké, transporté et évalué pour la revente ou la mise au rebut. Les unités de stockage physique doivent être détruites ou intégralement supprimées (effacées) pour garantir que les informations ne tombent pas entre de mauvaises mains.

Le prestataire de services doit offrir des options flexibles d'effacement de données conformes aux recommandations DoD 5220.22-M (ou équivalentes) pour les technologies des PC comme des serveurs, via des processus validés. Les unités de stockage défaillantes doivent être physiquement détruites, et le processus utilisé doit être validé.

Responsabilité de la chaîne logistique

Toute organisation doit prendre en compte plusieurs éléments afin de choisir un fournisseur d'équipements électroniques socialement et écologiquement responsable. La compétence et l'expérience d'une organisation en matière de responsabilité sociale et environnementale, ainsi que la façon dont elle gère ses fournisseurs, peuvent être comparées à celles d'autres sociétés en demandant des informations sur ses engagements en la matière, sur ses activités et sur leur mise en œuvre, et que sur les moyens qu'elle mobilise pour démontrer et faire état de ses résultats.

Code de conduite

L'organisme acheteur doit vérifier que le fournisseur se plie à des normes et des programmes rigoureux en matière de gestion de la chaîne logistique pour garantir que ses fournisseurs respectent les pratiques sociales et environnementales en vigueur, notamment dans les domaines suivant :

- Gouvernance
 - Clauses contractuelles
 - Outils de mise en œuvre
 - Contrôle de la conformité/audits sur site
 - Actions correctives
 - Appui au développement des capacités de ses fournisseurs
- Compte rendu de resultants

Standards

Les organisations peuvent demander aux fournisseurs de procéder à l'auto-déclaration des processus pertinents, de démontrer des résultats concrets, et de se référer à tous codes de la chaîne logistique que les fournisseurs demandent à leurs propres fournisseurs de respecter. Le Code de conduite de l'industrie électronique (EICC) est un exemple de code fournisseur largement reconnu et adopté par les fournisseurs d'équipements informatiques.

Données de la chaîne logistique

Du fait de la complexité des chaînes logistiques mondiales, il peut être pratiquement impossible, pour l'organisme acheteur, de vérifier avec certitude, en tout lieu et à tout moment, le bon respect des méthodes de fabrication employées tout au long de la chaîne logistique des produits. Pour pallier à cela, les fournisseurs doivent divulguer des données concernant ou provenant de leurs fournisseurs, uniquement dans le strict respect des lois applicables. Certaines informations, comme les rapports d'audit, peuvent ne pas être divulguables de par des exigences contractuelles de confidentialité. Par conséquent, dans certains cas, un organisme acheteur sera amené à limiter sa demande à des informations qui ne sont pas considérées comme contractuellement confidentielles. Toutes les informations demandées doivent également être facilement comparables d'un fournisseur à l'autre. Toutefois, les fournisseurs doivent s'attendre à devoir fournir des rapports détaillés sur les programmes internes à leur propre entreprise. Il incombe à l'organisme acheteur de demander ces informations concernant les fournisseurs.

Performances de l'entreprise

Politique environnementale

Les fournisseurs doivent avoir défini par écrit une stratégie environnementale compatible avec tous les aspects des exigences énoncées dans la section de la norme ISO 14001 relative aux stratégies environnementales.

Normes environnementales, auto-déclarations et écolabels

Normes environnementales et labels

Au cours des deux dernières décennies, en réponse à une demande croissante d'informations sur les qualités environnementales des produits, de nombreuses normes et écolabels ont été développés. De multiples programmes régionaux et nationaux d'étiquetage sont désormais en place, avec des applications et des objectifs divers. HP, en collaboration avec d'autres fournisseurs, contribue activement à l'harmonisation et à l'acceptation de critères environnementaux à l'échelle globale.

Les référentiels suivants ne constituent pas une liste exhaustive des programmes existants. Ils ont été sélectionnés pour constituer un éventail de standards environnementaux auto-déclarés et d'écolabels mondialement reconnus, recommandés par HP.

Energy Star



ENERGY STAR est un programme du gouvernement américain qui vise à promouvoir les produits économes en énergie. Il est facilement identifiable par son logo, qui apparaît sur de nombreux produits informatiques et appareils électroménagers. Le gouvernement des États-Unis et les clients publics européens exigent l'achat de produits certifiés ENERGY STAR pour leurs propres services internes. L'EPA a par ailleurs établi des partenariats internationaux avec l'Australie, le Canada, les pays de l'Union européenne, le Japon, la Nouvelle-Zélande et Taïwan. Pour plus d'information, consultez le site :

- www.energystar.gov/index.cfm?c=products.pr_find_es_products pour la liste des produits certifiés ainsi que des informations générales sur ENERGY STAR et sur les équipements bureautiques,
- www.energystar.gov/index.cfm?c=product_specs.pt_product_specs#off pour les spécifications des équipements bureautiques,
- www.eu-energystar.org/en/database.shtml pour accéder la base de données européenne des produits conformes.

IEEE 1680 – EPEAT



EPEAT, acronyme d'Electronic Product Environmental Assessment Tool, est un outil conçu pour aider les acheteurs des secteurs public autant que privé à évaluer, comparer et sélectionner des ordinateurs de bureau, ordinateurs portables, clients légers, stations de travail et moniteurs en fonction de leurs qualités environnementales. La norme IEEE 1680 comporte 51 critères environnementaux, dont 23 sont obligatoires et 28 sont facultatifs. Le gouvernement américain exige l'achat de produits certifiés EPEAT pour son propre usage. La norme IEEE 1680 pour l'équipement d'imagerie est en cours de développement et devrait être finalisée d'ici la fin de l'année 2012. Une norme IEEE 1680 pour les serveurs et produits liés devrait également voir le jour.

Pour plus d'informations, consultez le site officiel EPEAT et la liste des produits certifiés à l'adresse :

www.epeat.net/

ECMA-370 - L'éco-déclaration

L'éco-déclaration est établie par le fabricant lui-même et fournit des informations environnementales sur un produit ou une famille de produits spécifique dans un format standard défini par des organisations informatiques suédoises, norvégiennes et danoises. Ecma International en a fait une norme internationale en 2006. L'éco-déclaration peut désormais s'appliquer à n'importe quelle catégorie de produit. Pour les ordinateurs personnels et les stations de travail, cette norme s'applique uniquement à l'unité centrale et exclut le moniteur. Pour plus d'informations, consultez le site : **www.hp.com/hpinfo/globalcitizenship/environment/products/ecolabels.html**



Blue Angel - RAL-UZ 122 pour les imprimantes et les photocopieurs ; RAL-UZ 78 pour les ordinateurs

Blue Angel est une certification environnementale allemande pour les produits et les services. Cet écolabel a été créé en 1978, ce qui en fait le premier écolabel au monde. Il est présent dans de nombreux pays, particulièrement en Europe.

Pour plus d'informations, consultez le site : **www.blauer-engel.de/en/index.php**

TCO



L'écolabel suédois TCO définit des critères pour certains produits informatiques tels que les écrans et les ordinateurs personnels. Il est le plus souvent associé aux écrans. Les versions du référentiel étaient auparavant nommées par année. Depuis 2009, leur nom se décline par numéro de version. Pour les moniteurs, la version la plus récente est TCO 5.0.

Ecolabels spécifiques à un pays ou à une région d'Europe

Sur le marché européen, certaines sociétés informatiques proposent des produits qui répondent aux écolabels Nordic Swan et à l'écolabel européen, symbolisé par une fleur.



Écolabels spécifiques à un pays de la zone Asie-Pacifique

La Chine, la Corée, le Japon et Taïwan ont adopté des écolabels spécifiques à caractère obligatoire pour les achats gouvernementaux de produits électroniques informatiques.

Pour plus d'informations sur d'autres écolabels et sur les produits HP, consultez le site :

www.hp.com/hpinfo/globalcitizenship/environment/productdesign/ecolabels.html?jumpid=reg_R1002_USEN



LEED



LEED est l'acronyme de Leadership in Energy and Environmental Design. Il s'agit d'un programme de certification par tierce partie, et un point de référence international pour la conception, la construction et l'exploitation de bâtiments de haute performance environnementale. Ce système d'évaluation est géré par l'U.S. Green Building Council, une organisation à but non lucratif basée à Washington. Les produits informatiques ne sont pas certifiés LEED, mais l'achat de produits et de fournitures d'imprimantes contenant des matières recyclées et labellisées ENERGY STAR, ainsi que l'utilisation de programmes de recyclage pour le matériel et les fournitures, permettent d'obtenir des points de crédit répondant à la norme LEED pour les bâtiments existants. Pour plus d'informations, consultez le site : www.usgbc.org/DisplayPage.aspx?CategoryID=19

Labels environnementaux créés par des sociétés



Les labels environnementaux mis en place par des sociétés, par exemple le label HP Eco Highlights, servent à promouvoir des produits qui conformes à de multiples normes environnementales. Ces normes sont déterminées par la société elle-même et peuvent inclure des éléments tels que les économies d'énergie, l'utilisation de matériaux innovants, et d'autres attributs environnementaux. En règle générale, ces types de labels propres à des sociétés ne sont pas considérés comme des écolabels, mais plutôt comme des outils de communication qui décrivent succinctement les qualités environnementales d'un produit et ses avantages pour le client.

Auto-déclaration et écolabels

Les fabricants et autres entités abordent fréquemment les questions d'écoconception des produits et de l'emballage par le biais d'écolabels volontaires comme Blue Angel, la Taiwan Green Mark, le Canada's Environment Choice, et bien d'autres. De nombreuses organisations considèrent les écolabels comme un moyen aisé d'identifier les produits les mieux adaptés à un achat écologique. Cependant, les méthodes des écolabels actuels souffrent de certaines lacunes.

Nombre des critères intégrés dans les référentiels des écolabels ne respectent pas les principes généraux énoncés dans ce document. Les écolabels incluent communément un nombre maximal possible de critères environnementaux, au lieu de hiérarchiser les aspects les plus pertinents pour le contexte d'achat. Cela entraîne des problèmes techniques et pratiques intrinsèques à la démarche d'éco-labellisation, et fait qu'il est difficile de couvrir l'intégralité du nombre et de la variété des produits disponibles sur le marché.

Il existe de nombreux écolabels et de standards d'achat sur le marché mondial des produits informatiques. Nombre de ces systèmes déploient des critères environnementaux différents, et certains appliquent des méthodologies de mesure également différentes. Cela signifie que pour obtenir les certifications à différents écolabels à travers le monde, les fournisseurs mondiaux qui adoptent ces labels doivent dupliquer à plusieurs reprises les processus d'inscription et de test, pour un même attribut, afin de répondre aux critères posés par des exigences nationales et régionales différentes. Lorsqu'un fabricant adopte la certification écolabel spécifique dans un pays mais pas dans un autre, la situation peut engendrer une certaine confusion sur le marché.

Par exemple, un fournisseur d'ordinateurs qui sollicite un écolabel spécifique doit respecter tous les critères de cette méthode. Le label n'est accordé que lorsque tous les critères ont été remplis.

Cette complexité se traduit généralement par un surcoût non seulement pour le fournisseur, mais aussi pour l'organisme acheteur, sans aucun avantage proportionnel à ce surcoût, pour le client et/ou pour l'environnement.

Recommandations d'HP concernant l'auto-déclaration

Pour prendre en compte ces freins à l'application des référentiels des écolabels existants, HP recommande un système d'auto-déclaration, dans lequel les fournisseurs déclarent et documentent la conformité de leurs produits

à des critères prédéfinis et harmonisés. Ce système a pour principal avantage de garantir les processus d'achat et d'approvisionnement les plus efficaces.

L'auto-déclaration est une pratique courante, y compris pour l'obtention des écolabels précités. Nombre de ces méthodes opèrent avec efficacité en recourant à un système d'auto-déclaration où les fournisseurs prouvent leur conformité en enregistrant et archivant les documents pertinents (par exemple pour EPEAT, le Blue Angel et la Japan Green Purchasing Law). Un dossier de documents auditable permet ainsi d'assurer le respect de la conformité. Si un contrôle est jugé nécessaire, des auto-vérifications doivent être effectuées de manière aléatoire, ce qui maintient un coût gérable tout en fournissant l'assurance requise. La constatation d'une non-conformité dans des critères auto-déclarés risque d'entraîner des sanctions sévères, ce qui constitue une forte incitation pour fournir des déclarations exactes et véridiques.

Une des formes les plus complètes d'auto-déclaration est l'éco-déclaration (voir section 9.3), qui inclut des informations sur les pratiques environnementales du fournisseur ainsi que sur les caractéristiques des produits, ce dans des domaines tels que l'éco-conception, les batteries, l'acoustique, la sécurité électrique, la consommation énergétique, les émissions chimiques, les substances et matériaux constitutifs, et l'emballage.

Le programme Éco-déclaration facilite la comparaison de différents fournisseurs et de leurs produits car ils présentent tous les attributs environnementaux de leurs produits, de façon harmonisée par le biais d'un formulaire de déclaration standard. Cette déclaration offre l'avantage d'être développée en conformité avec les normes internationales. Elle contient autant voire plus de critères que les référentiels d'écolabels classiques.

Dans la mesure où l'éco-déclaration couvre l'ensemble le plus exhaustif de critères environnementaux, HP recommande d'y avoir recours pour hiérarchiser les critères environnementaux entre eux, et définir des niveaux de seuil.

Recommandations HP sur les écolabels dans le cadre de la vérification des fournisseurs

Si des exigences de contrôle des fournisseurs sont formulées en renvoyant au référentiel d'un écolabel, HP recommande de ne pas se limiter à une ni même à quelques renvois à des référentiels d'écolabels, mais plutôt d'intégrer un système d'écolabel ou d'auto-vérification reconnu. Dans la plupart des pays et régions, les écolabels reposent sur des systèmes volontaires d'adhésion. Toutefois, pour élaborer des directives d'achat, il est déconseillé d'accorder une préférence exclusive à un unique écolabel, développé individuellement par un pays en particulier. Une telle pratique risque en effet de créer des obstacles au libre échange et à la concurrence dans certaines juridictions. HP reconnaît les efforts visant à harmoniser les grilles de critères entre les différents référentiels d'écolabels. Nous pensons que l'harmonisation aidera les organisations à intégrer des critères environnementaux dans leurs pratiques d'achat. Dans l'éventualité où une méthode d'écolabel servirait de moyen pour contrôler les critères environnementaux, nous recommandons que ce recours ne soit pas exclusif, et de joindre une liste présentant les écolabels existants également valables et acceptables. D'autres moyens de vérification, tels que la norme d'auto-déclaration ECMA-370, doivent également être acceptés.

Code de conduite de l'industrie électronique (EICC)

Le Code de conduite de l'industrie électronique définit des normes et lignes directrices qui doivent permettre de garantir la sécurité des conditions de travail au sein de la chaîne logistique du secteur électronique, de veiller à ce que les salariés soient traités avec respect et dignité, à ce que les processus de fabrication soient respectueux de l'environnement, et d'assurer une éthique des pratiques commerciales. L'objectif est d'améliorer les conditions de travail sur la chaîne logistique électronique. L'élaboration du code a été le fruit du travail de multiples parties prenantes, fondé sur des normes internationalement reconnues. Pour plus d'informations, consultez le site :

www.eicc.info

Annexe

Exemple de questionnaire

Attributs du produit

	Y (oui)	N	S/O	PC & écrans	Impression et imagerie	Consomm ables	Serveurs d'entreprise
1. Attributs multiples							
Le produit figure-t-il dans le registre EPEAT ?							
2. Matériaux							
Les produits sont-ils conformes aux réglementations européennes (directive européenne RoHS 2002/95/CE et ses amendements, par exemple) ?							

	Y (oui)	N	S/O	PC & écrans	Impression et imagerie	Consomm ables	Serveurs d'entreprise
Les produits ne contiennent pas d'amiante (76/769/CEE, amendement 1999/77/EC).							
Les produits ne contiennent aucune substance appauvrissant la couche d'ozone : chlorofluorocarbones (CFC), Hydrobromofluorocarbures (HBFC), hydrochlorofluorocarbures (HCFC), halons, tétrachlorure de carbone, trichloréthane 1, 1,1, bromure de méthyle.							
Les produits ne contiennent pas de bi phényles poly chlorés (PCB) ni de terphényles polychlorés (PCT), (76/769/EEC).							
Les produits ne contiennent pas paraffines chlorées à chaîne courte (PCCC) de 10 à 13 atomes de carbone dans la chaîne contenant au moins 48 % par masse de chlore dans les PCCC comme spécifié dans la réglementation norvégienne 20.12.2002 relative aux restrictions sur l'utilisation de certains produits chimiques dangereux.							
Les pièces en contact direct et prolongé avec la peau ne libèrent pas de nickel dans des concentrations supérieures à celles spécifiées par la directive 76/769/EEC, amendement 94/27/EEC.							
3. Batteries							
Si le produit contient une batterie ou un accumulateur, il affiche le symbole de mise au rebut. Et si elle ou il contient plus de 0,0005 % de mercure (piles bouton uniquement) en poids, ou plus de 0,00 4% de plomb, alors le symbole chimique du métal correspondant, Hg ou Pb, doit être affiché. Le manuel d'utilisation contient des informations sur l'élimination appropriée. (Voir 2006/66/EC.)							
Les piles bouton utilisées dans le produit ne contiennent pas plus de 2 % de mercure en poids. Les autres batteries ou accumulateurs ne contiennent pas plus de 0,000 5% de mercure ou 0,00 2% de cadmium. (Voir 2006/66/EC.)							
Si des batteries sont installées en permanence dans le produit, des informations sur les substances dangereuses pour l'environnement et sur la méthode d'élimination sûre sont fournies dans les instructions de démontage DEEE. (Voir 2006/66/EC.)							
4. Matériaux des consommables							
Si un photoconducteur (tambour, courroie, etc.) est utilisé dans le produit, il ne contient pas de cadmium dans des concentrations supérieures à celles spécifiées dans les directives européennes 76/769/EEC et 91/338/EEC.							

	Y (oui)	N	S/O	PC & écrans	Impression et imagerie	Consomm ables	Serveurs d'entreprise
Si de l'encre ou du toner est utilisé(e) dans le produit, il/elle ne contient pas de cadmium dans des concentrations supérieures à celles spécifiées dans les directives européennes 76/769/EEC et 91/338/EEC.							
Si la formulation/préparation d'encre/de toner est classée comme dangereuse selon la directive européenne 99/45/EC et ses amendements, le produit/l'emballage est étiqueté et accompagné d'une fiche signalétique de sécurité des produits (MSDS) conforme aux directives européennes 99/45/EC et 2001/58/EC.							
5. Emballage du produit							
La somme des niveaux de concentration en plomb, cadmium, mercure et chrome hexavalent présents dans l'emballage ou dans ses composants ne dépasse pas 0,01 % en poids (94/62/EC).							
Les matériaux d'emballage plastiques sont marqués conformément à la norme ISO 11469 se référant à la norme ISO 1043 (97/129/EC).							
Le matériau d'emballage du produit est exempt de CFC/HCFC.							
Les fibres utilisées dans la production des matériaux d'emballage en papier ont été récoltées de manière légale, et une documentation sur la chaîne des responsabilités est disponible.							
Type(s) de matériau d'emballage du produit : _____ poids (kg) : _____							
L'emballage en plastique du produit est exempt d'halogène (PVC compris).							
Le manuel de l'utilisateur et la documentation produit ne contiennent pas de papier blanchi au chlore.							
Le manuel de l'utilisateur et la documentation du produit sont imprimés sur du papier qui intègre des fibres recyclées.							
6. Informations sur le traitement (recyclage/réutilisation/crédit-bail)							
Des informations destinées aux recycleurs ou aux installations de traitement (par exemple, la conformité à la norme 2002/96/EC) sont disponibles.							
Depuis combien de temps le prestataire de services recycle-t-il des produits ? Nombre d'années : _____							
Le fournisseur gère-t-il ses propres fournisseurs pour s'assurer que les normes de qualité élevées sont respectées ? Si oui, comment?							
Dans l'ensemble, quelle est l'expérience							

	Y (oui)	N	S/O	PC & écrans	Impression et imagerie	Consomm ables	Serveurs d'entreprise
(connaissance technique) du fournisseur ?							
Existe-t-il des violations graves au recyclage qui font l'objet d'un jugement en cours ?							
Le fournisseur peut-il présenter des certificats de destruction, si nécessaire ?							
L'entreprise a-t-elle prévu le redéploiement du matériel en fin de vie ?							
Le partenaire du service de réutilisation accepte-t-il du matériel utilisé dans le cadre d'un échange, d'un remplacement d'équipement ou d'une remise ?							
De nombreuses organisations cèdent sous forme de dons caritatifs leur équipement en surplus à des organismes à but non lucratif. Est-ce possible ?							
En cas de partenariat avec un prestataire de services, des processus ont-ils été mis en place pour tester, évaluer et remettre en état l'équipement ?							
Le prestataire de services possède-t-il des compétences spécialisées en matière de marché de seconde main et de respect de la confidentialité des données ?							
Pour se conformer aux normes de haute qualité, le prestataire de services choisit-il de ne PAS réutiliser ses cartouches d'impression ?							
Le prestataire de services remet-il sur le marché tous les types d'équipement, quel qu'en soit le fabricant ?							
Le bailleur peut-il gérer tout l'équipement informatique et non exclusivement ce qu'il reçoit lors d'un nouveau contrat ?							
À la fin de la durée du bail, l'équipement peut-il être simplement renvoyé à la société loueuse qui accepte explicitement de gérer la mise en rebut de l'équipement, de façon responsable et en conformité avec les lois environnementales applicables ?							
Le bailleur dispose-t-il de sa propre infrastructure de mise au rebut et effectue-t-il des contrôles stricts des méthodes commerciales et des processus, que ce soit de manière interne ou externe ?							
Comment le bailleur gère-t-il le matériel retourné et comment s'assure-t-il que la chaîne de responsabilité est étroitement contrôlée et gérée en conformité avec la réglementation environnementale en vigueur ?							
Le bailleur prendra-t-il des dispositions pour l'ensemble de la logistique, y compris le respect de la confidentialité des données ?							
Propose-t-il des options de retour pour le matériel obsolète, en fin de durée d'utilité,							

	Y (oui)	N	S/O	PC & écrans	Impression et imagerie	Consomm ables	Serveurs d'entreprise
ou inutilisable, qui n'est pas loué ?							
7. Démontage, recyclage, vie du produit, matériaux et substances							
Les pièces qui doivent être traitées séparément sont facilement séparables.							
Les matières plastiques dans les pièces de protection n'ont pas de revêtement de surface.							
Les pièces en plastique pesant plus de 100 g sont composées de matériaux facilement séparables.							
Les pièces en plastique de plus 25 g sont identifiées à l'aide des codes de matériaux conformes à la norme ISO 11469 se référant à la norme ISO 1043.							
Les pièces en plastique sont exemptes d'inclusions métalliques ou contiennent des inclusions pouvant être retirées avec des outils couramment disponibles.							
Les étiquettes sont facilement séparables. (Cette exigence ne s'applique pas aux étiquettes de sécurité et réglementaires.)							
Une mise à niveau est possible (processeur, mémoire, cartes ou lecteurs, par exemple).							
Une mise à niveau est possible en utilisant des outils couramment disponibles.							
Les pièces de rechange sont disponibles pour 5 ans après la fin de la production							
Le service est disponible pour 5 ans après la fin de la production							
Le matériau d'isolation des câbles d'alimentation est exempt d'halogène (notamment de PVC).							
Le matériau d'isolation des câbles de signaux est exempt d'halogène (notamment de PVC).							
Toutes les pièces de protection en plastique pesant plus de 25 g sont exemptes d'halogène.							
Toutes les cartes à circuits imprimés (sans composants) pesant plus de 25 g sont exemptes d'halogène.							
Les caractéristiques chimiques des retardateurs de flamme dans les pièces de protection en plastique pesant plus de 25 g sont conformes à la norme ISO 1043-4.							
Les caractéristiques chimiques des retardateurs de flamme dans les cartes à circuits imprimés pesant plus de 25 g sont conformes à la norme ISO 1043-4.							
Les pièces en plastique pesant plus de 25 g sont exemptes de substances/préparations retardatrices de flamme supérieures à 0,1 %, avec les phrases de risques R45, R40, R46, R48, R50, R51, R53, R60, R61 et toute							

	Y (oui)	N	S/O	PC & écrans	Impression et imagerie	Consomm ables	Serveurs d'entreprise
combinaison de ces phrases (67/548/EEC).							
Les sources lumineuses sont exemptes de mercure. Si du mercure est utilisé : Nombre de lampes : _____ et contenu max. de mercure par lampe: _____ mg							
8. Consommation d'énergie							
Le produit répond aux exigences d'économie d'énergie ENERGY STAR ou autres. Précisez : _____							
9. Émissions							
Le niveau acoustique du produit est testé selon la norme ISO 7779 et déclaré conforme à la norme ISO 9296.							
L'émission chimique du produit est testée en conformité avec la norme ECMA-328.							
10. Matériaux des consommables pour les produits d'impression							
Une fiche de données sécurité (FDS) est disponible pour la préparation de l'encre/du toner.							
Du papier contenant des fibres recyclées répondant aux exigences de la norme EN12281 peut être utilisé.							
L'impression/copie en mode recto verso est une fonction intégrée au produit.							

Attributs génériques

	Y (oui)	N	S/O
Informations sur l'organisation			
L'organisation applique-t-elle une politique environnementale documentée, approuvée par la direction ?			
L'organisation utilise-t-elle un système de gestion de l'environnement couvrant le développement et/ou la fabrication du produit ? Si oui, ce système est-il certifié : ___ ISO 14001 EMAS ___ Autre (préciser)			
L'organisation publie-t-elle régulièrement un rapport environnemental ? Si oui, ce rapport répond-il aux recommandations de ___ The Global Reporting Initiative (GRI) ___ Autre (préciser)			
L'organisation fournit-elle des informations sur le système de reprise du produit, de la batterie et de l'emballage dans un format imprimé ou électronique ?			
L'organisation participe-t-elle à un éco-organisme ou possède-t-elle son propre système de collecte et de recyclage des produits en fin de vie dans les pays où elle les met sur le marché ?			
L'organisation participe-t-elle à un éco-organisme ou possède-t-elle son propre système de collecte et de recyclage des batteries dans les pays où elle les met sur le marché, ou paie-t-elle une taxe écologique le cas échéant ?			
L'organisation participe-t-elle à un éco-organisme ou possède-t-elle son propre système de collecte et de recyclage des matériaux d'emballage dans les pays où elle les met sur le marché ?			

Attributs Responsabilité sociale et environnementale

	Y (oui)	N	S/O
1. Engagement			
L'entreprise affiche-t-elle une déclaration publique d'engagement sur sa responsabilité sociale et environnementale ? (Politique en matière de droits de l'Homme, de citoyenneté mondiale, etc.)			
L'entreprise a-t-elle des exigences spécifiques sur la responsabilité sociale et environnementale de ses fournisseurs ? (Code ou politique en matière de travail, santé, sécurité, environnement et éthique.)			
2. Gouvernance			
À quel niveau se situe le gestionnaire du programme ?			
À quel niveau le gestionnaire opère-t-il dans l'organisation ? À combien de niveaux du PDG ?			
Quelle est la structure de gouvernance du programme ?			
Combien de personnes travaillent (à plein temps) sur votre programme de responsabilité sociale et environnementale ?			
Quel est le budget du programme de responsabilité sociale et environnementale de la chaîne logistique ?			
3. Activités/Mise en œuvre			
Quelle est la base d'approvisionnement totale de l'entreprise (nombre de fournisseurs) ?			
Combien d'usines fabriquent vos produits ?			
Dans quels pays les produits sont-ils fabriqués ? (Faites le détail pour chaque produit.)			
Quelle est la proportion de gestionnaires/acheteurs de produits internes formés aux exigences de responsabilité sociale et environnementale pour les fournisseurs ?			
Comment évaluez-vous les risques dans la chaîne logistique ? Décrivez votre processus d'évaluation des risques en matière de responsabilité sociale et environnementale. Comment est-il appliqué ?			
Avez-vous spécifié des exigences de responsabilité sociale et environnementale dans les clauses contractuelles de vos fournisseurs ? (Fournissez une copie de la clause du contrat)			
Combien de fournisseurs sont engagés dans le programme de responsabilité sociale et environnementale et ont pris connaissance de ces exigences ?			
Combien de fournisseurs ont complété les formulaires d'auto-évaluation du Code de conduite de l'industrie électronique (EICC) ?			
Comment exploitez-vous les résultats des questionnaires d'auto-évaluation ?			
Combien d'usines de fournisseurs avez-vous physiquement évaluées pour analyser leurs pratiques de responsabilité sociale et environnementale ?			
Quel(s) plan(s) d'actions correctives avez-vous appliqué après avoir visité ces usines ?			
Quels sont les résultats des visites/vérifications ?			
Quel est votre processus de gestion des fournisseurs de vos fournisseurs ?			
4. Résultats avérés			
Votre entreprise présente-t-elle publiquement les résultats de son programme de responsabilité sociale et environnementale de la chaîne logistique, dans des comptes-rendus ou rapports ? (Rapport de citoyenneté mondiale, etc.)			
Quels changements ont été apportés à la chaîne logistique grâce à votre programme ? (Études de cas, etc.)			
Comment l'entreprise mesure-t-elle les progrès accomplis ?			
Votre entreprise demande-t-elle à un tiers de valider les résultats des audits de fournisseurs ?			
Des communiqués de presse, comptes d'organisations non gouvernementales ou rapports ont-ils été publiés au sujet du programme de responsabilité sociale et environnementale de			

	Y (oui)	N	S/O
l'entreprise ?			
À quelles activités de responsabilité sociale et environnementale externes votre entreprise participe-t-elle ? (EICC, Global e-Sustainability Initiative, Ethical Trading Initiative, etc.)			
Quel est le nombre de fournisseurs formés à l'application et à l'amélioration des exigences de responsabilité sociale et environnementale ?			
Quel est le nombre de travailleurs en usine ayant reçu les programmes de formation sur la responsabilité sociale et environnementale ?			
Les organisations non gouvernementales travaillent-elles directement avec votre entreprise sur les programmes d'usine et les améliorations ?			
Des mesures sont-elles recueillies pour valider le modèle d'affaires de la responsabilité sociale et environnementale ?			
5. Informations supplémentaires			
Différenciation environnementale des produits (EPEAT, matériaux d'emballage, consommation d'énergie, coût total de possession des moniteurs, Blue Angel pour certains équipements d'imagerie, etc.)			
Programmes sur l'énergie et le changement climatique			
Programmes de reprise des produits (recyclage, réutilisation, etc.)			
L'entreprise maîtrise l'intégralité du cycle de vie environnemental du produit (respect de l'environnement jusqu'à la fin de vie du produit).			